

Art. 2 - Falls die Sitzung außerhalb ihres Amtssitzes stattfindet, werden ihnen außerdem die Fahrtkosten in der ersten Klasse von ihrem Amtssitz bis zum Sitzungsort zurückerstattet.

Im Rahmen der in Artikel 458 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von « Wallonie Bruxelles International » vorgesehenen Bedingungen ist es ihnen erlaubt, ihren Privatwagen zu benutzen.

Namur, den 20. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201795]

**20 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de voorzitter
en aan de plaatsvervangende voorzitter van de Kamer van beroep van "Wallonie-Bruxelles International"**

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van Wallonië-Brussel en inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International", inzonderheid op artikel 155 en volgende alsook op artikel 449 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot aanwijzing of erkenning van de voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter, de bijzitters en de griffier van de Kamer van beroep van "Wallonie-Bruxelles International".

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2012;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een forfaitaire vergoeding van 37,18 euro wordt toegekend aan de voorzitter en aan de plaatsvervangende voorzitter van de Kamer van beroep van "Wallonie-Bruxelles International" voor elke dag waarop ze één of meer vergaderingen van de Kamer van beroep bijwonen.

Art. 2. Als een vergadering buiten hun verblijfplaats wordt gehouden, worden ze terugbetaald van de vervoerkosten in eerste klasse van hun verblijfplaats naar de plaats waar de vergadering wordt gehouden.

Ze mogen gebruik maken van hun eigen wagen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 458 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International".

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201793]

**27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au référent social et aux conditions d'accompagnement du ménage accompagné**

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 1^{er}, 11^obis, 1^{er}, 11^oter, 1^{er}, 31bis, 131bis et 158quinquies, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement du 21 octobre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis n° 54.594/4 du Conseil d'Etat donné le 23 décembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'avis du Conseil supérieur du Logement n° 47 du 23 octobre 2013;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Code : le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;
- 2° Société wallonne : la Société wallonne du Logement;
- 3° société : la société de logement de service public;
- 4° référent : le référent social visé à l'article 131bis du Code.

CHAPITRE II. — *Des conditions de recrutement*

Art. 2. Sans préjudice des dispositions fixant les conditions et modalités d'engagement du personnel d'une société déterminées par le Gouvernement en application de l'article 159 du Code, est recruté en tant que référent dans une société soit :

- 1° le titulaire d'un diplôme permettant l'accès à un poste de fonctionnaire de niveau 1 ou de niveau 2+ dans le domaine des sciences sociales, humaines ou psychologiques;
- 2° le titulaire d'un diplôme permettant l'accès à un poste de fonctionnaire de niveau 2+ et pouvant justifier d'une expérience utile de trois ans dans le domaine social.

Un profil de fonction est proposé par la Société wallonne et approuvé par le Ministre.

CHAPITRE III. — *Des modalités de mise en réseau de l'accompagnement social*

Art. 3. § 1^{er}. Pour assurer sa mission d'accompagnement social tel que défini par l'article 1^{er}, 11^oter, du Code, la société conclut une convention-cadre visant à mettre en place des actions individuelles, collectives ou communautaires pour chacun des domaines suivants :

- 1° la « pédagogie de l'habiter » dans le logement mais également dans l'environnement de celui-ci;
- 2° la lutte contre les impayés;
- 3° l'aide au relogement comprise comme l'aide au relogement dans le cadre d'une mutation volontaire ou de l'accompagnement de ménages expulsés par une société.

L'environnement du logement inclut la gestion des espaces communs, des abords, les problèmes d'incivilité et d'intégration dans le quartier.

Les conventions visées à l'alinéa 1^{er} sont conclues par la société avec un ou plusieurs partenaires relevant des catégories suivantes:

- 1° les centres publics d'action sociale;
- 2° les communes de son territoire;
- 3° les organismes à finalité sociale visés au chapitre VI du titre III du Code;
- 4° les relais sociaux agréés et les organismes équivalents en Communauté germanophone;
- 5° les comités consultatifs des locataires et propriétaires visés à la sous-section 5 de la section 2 du chapitre II du titre III du Code;
- 6° les communes dotées d'un plan de cohésion sociale s'ils existent sur le territoire de la société ou d'un plan équivalent en Communauté germanophone.

Les conventions visées à l'alinéa 1^{er} comptent, en outre, au moins un autre acteur issu du secteur social associatif ou du secteur de l'éducation permanente.

§ 2. Chaque convention-cadre prévoit un accompagnement social spécifique pour les ménages accompagnés visés à l'article 1^{er}, 31^obis, du Code. Les ménages accompagnés sont spécifiquement :

- des nouveaux locataires précédemment accompagnés par un opérateur du logement qui nécessitent un accompagnement lors de la transition vers un logement social;
- des locataires d'une société présentant plusieurs difficultés psycho-medico-socio-économiques et nécessitant un accompagnement transversal pour favoriser leur maintien dans le logement social.

Ces ménages sont retenus sur la base d'une proposition du référent social qui apporte des éléments attestant de difficultés dans les domaines visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

L'accompagnement social spécifique est un accompagnement principalement individuel dont l'objectif consiste à atteindre l'exécution de bonne foi du contrat qui lie le locataire et la société grâce à une appropriation progressive de la règle, une occupation correcte du logement et le respect de la vie collective.

L'accompagnement social spécifique consiste en un processus d'échanges réguliers entre le ménage locataire et les intervenants sociaux désignés pour l'accompagner. Ce processus comprend au minimum une rencontre hebdomadaire entre le ménage accompagné et les intervenants sociaux pendant une période de 6 mois renouvelable une fois.

Les intervenants sociaux ont pour priorité de faire partager le sens de la démarche d'accompagnement et de chercher la prise d'autonomie responsable du ménage.

L'opérateur qui a accompagné le locataire avant son entrée dans le logement social, est systématiquement associé au processus d'accompagnement spécifique au sein du logement social.

§ 3. La Société wallonne met à la disposition des sociétés un modèle de convention-cadre approuvée par le Ministre.

§ 4. Une évaluation des partenariats établis est effectuée au terme de 2 ans à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté dans le cadre d'un comité d'accompagnement. Celui-ci est composé d'un(e) représentant(e) du Ministre du Logement, d'un(e) représentant(e) du Ministre de l'Action sociale, d'un(e) représentant(e) du Ministre-Président, d'un(e) représentant(e) du Ministre du Budget, d'un(e) représentant(e) de la Société wallonne et d'un(e) représentant(e) de l'UVCW.

Art. 4. Le référent participe à une plateforme provinciale de mise en réseau des référents sociaux mise en place selon les modalités fixées par la Société wallonne. Celle-ci coordonne la désignation d'un référent social relais par province chargé d'accueillir les réunions de la plateforme. La Société wallonne est chargée de coordonner l'ordre du jour des réunions et la planification des activités de la plateforme.

CHAPITRE IV. — *De la formation*

Art. 5. Le référent justifie annuellement de cinq jours de formation dans des matières utiles à l'exercice de sa fonction ou relative à l'un des domaines visés à l'article 3, § 1^{er}.

La formation est dispensée par la Société wallonne y compris les plateformes, des institutions publiques, des établissements d'enseignement reconnus ou des associations subventionnées par un organisme public.

CHAPITRE V. — *Des conditions de subventionnement*

Art. 6. Pour le 1^{er} décembre précédent l'exercice, la société communique à la Société wallonne les conventions-cadres conclues conformément aux exigences de l'article 3.

Pour le 1^{er} mars suivant l'exercice, la société communique à la Société wallonne un rapport d'activités établi selon le modèle fixé par le Société wallonne. Le rapport d'activités comprend le bilan des actions de l'exercice, en particulier les actions visant les ménages accompagnés, avec des indicateurs de résultats et les justificatifs des dépenses de rémunération du référent. La Société wallonne établit la liste des indicateurs. La liste est approuvée par le Ministre.

Une fois par an, au mois de juillet, la Société wallonne dresse avec les sociétés un rapport sur l'état d'avancement des conventions-cadres visées par l'article 3 et vérifie si les conditions de subventionnement sont respectées. Le rapport est présenté au Conseil d'administration de la Société wallonne et transmis au Ministre.

Art. 7. § 1^{er}. La société perçoit annuellement une subvention destinée à couvrir les frais de rémunération des référents pour le travail d'accompagnement social, déterminée selon le nombre de logements gérés par la société :

- 1° 0 à 999 logements : 18.000 euros pour 0,5 équivalent temps plein;
- 2° 1 000 à 2 499 logements : 36.000 euros pour 1 équivalent temps plein;
- 3° 2 500 à 4 999 logements : 54.000 euros pour 1,5 équivalent temps plein;
- 4° 5 000 à 7 500 logements : 72.000 euros pour 2 équivalents temps plein;
- 5° plus de 7 500 logements : 108.000 euros pour 3 équivalents temps plein.

Un supplément de 1.500 euros par commune s'ajoute au montant visé à l'alinéa 1^{er} à partir de la deuxième commune couverte par la société.

§ 2. La société perçoit annuellement une subvention destinée à couvrir les frais de rémunération des référents pour le travail d'accompagnement social spécifique des ménages accompagnés visés à l'article 1^{er}, 31^o*bis*, du Code, tel que prévu dans les conventions-cadres visées à l'article 3. La subvention est rétrocédée totalement ou partiellement aux partenaires.

La subvention est déterminée selon le nombre de logements gérés par la société et le nombre de ménages accompagnés :

- 1° 0 à 999 logements : 6.000 euros maximum pour minimum 10 ménages accompagnés;
- 2° 1 000 à 2 499 logements : 18.000 euros maximum pour minimum 30 ménages accompagnés;
- 3° 2 500 à 4 999 logements : 36.000 euros maximum pour minimum 60 ménages accompagnés;
- 4° 5 000 à 7 500 logements : 42.000 euros maximum pour minimum 70 ménages accompagnés;
- 5° plus de 7 500 logements : 48.000 euros maximum pour minimum 80 ménages accompagnés.

§ 3. Le nombre de logements pris en compte est le nombre établi au 31 décembre de l'année antépénultième par la Société wallonne.

§ 4. Les montants visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation du mois de mai 2013. Ils varient le 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du mois de mai de l'année précédente.

Art. 8. Six sociétés, désignées par la Société wallonne, organisent, sous l'égide de la Société wallonne, les plateformes provinciales de mise en réseau de référents sociaux et perçoivent une subvention forfaitaire annuelle de 5.000 euros intégrée à la dotation de la Société wallonne.

Art. 9. La Société wallonne perçoit une subvention annuelle de 30.000 euros intégrée à sa dotation annuelle destinée à couvrir les frais d'encadrement des plates-formes provinciales notamment des frais de publications ou de formation.

Art. 10. Les subventions visées aux articles 7 à 9 sont engagées à charge du budget de la Région wallonne dans la limite des moyens disponibles. Elles sont versées sur présentation d'une déclaration de créance unique établie par la Société wallonne. Celle-ci libère aux sociétés la subvention qui leur est due pour le 1^{er} avril de chaque année.

Les subventions visées à l'article 7 sont, le cas échéant, remboursées par la société à la Société wallonne, en fonction des mois effectivement prestés par le référent et selon le nombre de ménages accompagnés.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions transitoires et finales*

Art. 11. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, alinéa 1^{er}, en 2014, les conventions-cadres sont tenues d'être transmises par la société à la Société wallonne pour le premier juillet 2014.

§ 2. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, pour 2014, le montant de la subvention est diminué de la valeur des points APE attribués à certaines sociétés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon octroyant une subvention aux sociétés retenues dans le cadre de l'appel à projet: « le référent social au cœur de l'accompagnement social » du 15 décembre 2011.

Art. 12. L'article 7, § 1^{er}, produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 13. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201793]

**27. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
über den Sozialreferenten und die Betreuungsbedingungen des betreuten Haushalts**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Artikel 1, 11^obis, 1, 11^oter, 1, 31bis, 131bis und 158quinquies des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

Aufgrund des Gutachtens der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) vom 21. Oktober 2013;

Aufgrund des am 1. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. Dezember 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 54.594/4;

Aufgrund des am 23. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens Nr. 47 des "Conseil supérieur du Logement" (Hoher Rat des Wohnungswesens);

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

2^o Société wallonne: die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

3^o Gesellschaft: die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

4^o Referent: der in Artikel 131bis des Gesetzbuches erwähnte Sozialreferent.

KAPITEL II — *Anwerbungsbedingungen*

Art. 2 - Unbeschadet der Bestimmungen zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Anstellung des Personals einer Gesellschaft, die von der Regierung in Anwendung von Artikel 159 des Gesetzbuches bestimmt werden, wird als Referent in einer Gesellschaft angeworben entweder:

1^o der Inhaber eines Diploms, das den Zugang zu einem Amt als Beamter der Stufe 1 oder der Stufe 2+ in dem Bereich der Sozial- und Humanwissenschaften oder der Psychologie erlaubt;

2^o oder der Inhaber eines Diploms, das den Zugang zu einem Amt als Beamter der Stufe 2+ erlaubt und den Beweis einer nützlichen Erfahrung von drei Jahren in dem sozialen Bereich erbringen kann.

Ein Funktionsprofil wird von der Wallonischen Gesellschaft vorgeschlagen und vom Minister genehmigt.

KAPITEL III — *Modalitäten für Vernetzung der sozialen Betreuung*

Art. 3 - § 1. Um ihre Aufgabe der sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 1, 11ter des Gesetzbuches gewährleisten zu können, schließt die Gesellschaft eine Rahmenvereinbarung ab, die darauf abzielt, individuelle, kollektive oder gemeinschaftliche Aktionen für jeden der folgenden Bereiche einzusetzen:

1^o die "Wohnpädagogik" nicht nur in der Wohnung, sondern auch in deren Umfeld;

2^o die Bekämpfung von Zahlungsausfällen;

3^o die Wiederunterbringungsbeihilfe im Sinne der Wiederunterbringungsbeihilfe im Rahmen eines freiwilligen Wohnwechsels oder der Betreuung von durch eine Gesellschaft ausgewiesenen Haushalten.

Das Umfeld der Wohnung umfasst die Verwaltung der gemeinschaftlichen Räume, der Umgebungen, die Probleme in Verbindung mit ungebührlichen Verhalten und Integration in dem Viertel.

Die in Absatz 1 erwähnten Vereinbarungen werden von der Gesellschaft mit einem oder mehreren Partnern der folgenden Kategorien abgeschlossen:

1^o die öffentlichen Sozialhilfezentren;

2^o die Gemeinden auf ihrem Gebiet;

3^o die in Kapitel VI von Titel III des Gesetzbuches erwähnten Einrichtungen mit sozialem Zweck;

4^o die zugelassenen sozialen Vermittlungsstellen und die gleichwertigen Einrichtungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

5^o die in Unterabschnitt 5 von Abschnitt 2 von Kapitel II von Titel III des Gesetzbuches erwähnten beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer;

6^o die Gemeinden mit einem Plan für die soziale Kohäsion, wenn solche Pläne auf dem Gebiet der Gesellschaft vorhanden sind, oder mit einem gleichwertigen Plan in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die in Absatz 1 erwähnten Vereinbarungen zählen außerdem mindestens einen anderen Akteur von dem Sektor des sozialen Vereinswesens oder der Weiterbildung.

§ 2. In jeder Rahmenvereinbarung wird eine spezifische soziale Betreuung für die in Artikel 1, 31^obis des Gesetzbuches erwähnten betreuten Haushalte vorgesehen. Die betreuten Haushalte sind spezifisch:

- neue Mieter, die vorher von einem Immobilienvermittler betreut worden waren, und die bei dem Übergang zu einer Sozialwohnung eine Betreuung brauchen;

- Mieter einer Gesellschaft, die mehrere psycho-medizinische-sozialwirtschaftliche Schwierigkeiten erfahren und eine ressortübergreifende Betreuung brauchen, um zu fördern, dass in einer Sozialwohnung bleiben.

Diese Haushalte werden aufgrund eines Vorschlags des Sozialreferenten auserwählt, die Elemente zur Bescheinigung von Schwierigkeiten in den in § 1, Absatz 1 erwähnten Bereichen beibringt.

Die spezifische soziale Betreuung ist eine hauptsächlich individuelle Betreuung, die zum Zweck hat, die gutgläubige Ausführung des Mietvertrags, der den Mieter und die Gesellschaft bindet, dank einer allmählichen Aneignung der Regel, einer korrekten Benutzung der Wohnung und der Beachtung des gemeinschaftlichen Lebens zu erreichen.

Die spezifische soziale Betreuung besteht in einem Prozess von regelmäßigen Austauschen zwischen dem mietenden Haushalt und den für seine Betreuung bezeichneten Sozialvermittlern. Dieser Prozess umfasst mindestens ein wöchentliches Treffen zwischen dem betreuten Haushalt und den Sozialvermittlern während eines Zeitraums von 6 Monaten, der einmal erneuerbar ist.

Das Hauptziel der Sozialvermittler besteht darin, den Sinn der Betreuung zu teilen und auf eine verantwortliche Verselbständigung des Haushalts zu streben.

Der Vermittler, der den Mieter vor seinem Einzug in die Sozialwohnung betreut hat, ist systematisch an dem für Sozialwohnungen spezifischen Betreuungsprozess beteiligt.

§ 3. Die Wallonische Gesellschaft stellt den Gesellschaften das Muster einer von dem Minister genehmigten Rahmenvereinbarung zur Verfügung.

§ 4. Eine Bewertung der gebildeten Partnerschaften wird nach zwei Jahren ab dem Inkrafttreten des Erlasses im Rahmen eines Betreuungsausschusses vorgenommen. Dieser setzt sich zusammen aus einem (einer) Vertreter(in) des Ministers für Wohnungswesen, einem (einer) Vertreter(in) des Ministers für soziale Maßnahmen, einem (einer) Vertreter(in) des Minister-Präsidenten, einem (einer) Vertreter(in) des Ministers für Haushalt, einem (einer) Vertreter(in) der Wallonischen Gesellschaft und einem (einer) Vertreter(in) der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie).

Art. 4 - Der Referent nimmt an einer provinziellen Plattform für die Vernetzung der Sozialreferenten, die nach den von der Wallonischen Gesellschaft festgelegten Modalitäten eingesetzt wird, teil. Diese koordiniert die Bezeichnung eines Sozialreferenten als Anlaufstelle je Provinz, der mit der Ausrichtung der Versammlungen der Plattform beauftragt ist. Die Wallonische Gesellschaft ist damit beauftragt, die Tagesordnung der Versammlungen und die Planung der Aktivitäten der Plattform zu koordinieren.

KAPITEL IV — *Ausbildung*

Art. 5 - Der Referent erbringt jährlich den Nachweis von fünf Ausbildungstagen in den für die Ausübung seines Amtes nützlichen Angelegenheiten oder in Zusammenhang mit den in Artikel 3, § 1 erwähnten Bereichen.

Die Ausbildung wird von der Wallonischen Gesellschaft, einschließlich der Plattformen, von öffentlichen Einrichtungen, anerkannten Unterrichtsanstalten oder von durch eine öffentliche Einrichtung bezuschussten Vereinen erteilt.

KAPITEL II — *Bezuschussungsbedingungen*

Art. 6 - Bis zum 1. Dezember vor dem Geschäftsjahr übermittelt die Gesellschaft der Wallonischen Gesellschaft die Rahmenvereinbarungen gemäß den Anforderungen von Artikel 3.

Bis zum 1. März nach dem Geschäftsjahr übermittelt die Gesellschaft der Wallonischen Gesellschaft einen Tätigkeitsbericht, der nach dem von der Wallonischen Gesellschaft festgelegten Muster erstellt wird. Der Tätigkeitsbericht umfasst die Bilanz der Handlungen des Geschäftsjahres, insbesondere der Handlungen bezüglich der betreuten Haushalte, mit Ergebnisindikatoren und Belegen für die Ausgaben zur Entlohnung des Referenten. Die Wallonische Gesellschaft stellt die Liste der Indikatoren auf. Die Liste wird von dem Minister genehmigt.

Einmal im Jahr im Monat Juli erstellt die Wallonische Gesellschaft mit den Gesellschaften einen Bericht über den Stand der in Artikel 3 erwähnten Rahmenvereinbarungen und überprüft, ob die Zuschussbedingungen beachtet sind. Der Bericht wird dem Verwaltungsrat der "Société wallonne du logement" vorgelegt und dem Minister übermittelt.

Art. 7 - § 1. Die Gesellschaft bezieht jährlich einen Zuschuss zur Deckung der Entlohnungskosten der Referenten für die soziale Betreuungsarbeit, der je nach der Anzahl der von der Gesellschaft verwalteten Wohnungen bestimmt wird.

- 1° 0 bis 999 Wohnungen: 18.000 Euro für 0,5 Vollzeiteinheit;
- 2° 1 000 bis 2 499 Wohnungen: 36.000 Euro für 1 Vollzeiteinheit;
- 3° 2 500 bis 4 999 Wohnungen: 54.000 Euro für 1,5 Vollzeiteinheiten;
- 4° 5 000 bis 7 500 Wohnungen: 72.000 Euro für 2 Vollzeiteinheiten;
- 5° mehr als 7 500 Wohnungen: 108.000 Euro für 3 Vollzeiteinheiten.

Ein Zusatz von 1.500 Euro je Gemeinde wird ab der zweiten von der Gesellschaft gedeckten Gemeinde dem in Absatz 1 erwähnten Betrag hinzugefügt.

§ 2. Die Gesellschaft bezieht jährlich einen Zuschuss zur Deckung der Entlohnungskosten der Referenten für die spezifische soziale Betreuungsarbeit der in Artikel 1; 31°bis des Gesetzbuches erwähnten betreuten Haushalte, so wie dies in den in Absatz 3 erwähnten Rahmenvereinbarungen vorgesehen wird. Der Zuschuss wird den Partnern ganz oder teilweise retrozediert.

Der Zuschuss wird je nach der Anzahl der von der Gesellschaft verwalteten Wohnungen und der Anzahl der betreuten Haushalte bestimmt.

- 1° 0 bis 999 Wohnungen: höchstens 6.000 Euro für mindestens 10 betreute Haushalte;
- 2° 1 000 bis 2 499 Wohnungen: höchstens 18.000 Euro für mindestens 30 betreute Haushalte;
- 3° 2 500 bis 4 999 Wohnungen: höchstens 36.000 Euro für mindestens 36.000 betreute Haushalte;
- 4° 5 000 bis 7 500 Wohnungen: höchstens 42.000 Euro für mindestens 70 betreute Haushalte;
- 5° mehr als 7 500 Wohnungen: höchstens 48.000 Euro für mindestens 80 betreute Haushalte.

§ 3. Die Anzahl der berücksichtigten Wohnungen ist die am 31. Dezember des zweitletzten Jahres durch die Wallonische Gesellschaft bestimmte Anzahl.

§ 4. Die in den § 1 und 2 erwähnten Beträge werden an den Index der Verbraucherpreise des Monats Mai 2013 gebunden. Sie werden am 1. Januar eines jeden Jahres, unter Anwendung des Index der Verbraucherpreise des Monats Mai des vorigen Jahres angepasst.

Art. 8 - Sechs von der Wallonischen Gesellschaft bezeichneten Gesellschaften organisieren unter der Obhut der Wallonischen Gesellschaft die provinziellen Plattformen für die Vernetzung der Sozialreferenten und beziehen einen jährlichen Pauschalzuschuss von 5.000 Euro, der in der Dotation der Wallonischen Gesellschaft eingeschlossen ist.

Art. 9 - Die Wallonische Gesellschaft bezieht einen jährlichen Zuschuss von 30.000 Euro, der in ihrer Jahresdotatie eingeschlossen ist und zur Deckung der Begleitkosten der provinzialen Plattformen, insbesondere der Veröffentlichungs- oder Ausbildungskosten bestimmt ist.

Art. 10 - Die in den Artikeln 7 bis 9 erwähnten Zuschüsse werden zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region innerhalb der Grenzen der verfügbaren Mittel bereitgestellt. Sie werden auf Vorlage einer von der Wallonischen Gesellschaft erstellten einzigen Forderungsanmeldung ausgezahlt. Diese zahlt den Gesellschaften den ihnen geschuldeten Zuschuss bis zum 1. April eines jeden Jahres aus.

Die in Artikel 7 erwähnten Zuschüsse werden ggf. durch die Wallonische Gesellschaft je nach den von dem Referenten tatsächlich geleisteten Monaten und je nach der Anzahl der betreuten Haushalte zurückerstattet.

KAPITEL VI — *Schluss- und Übergangsbestimmungen*

Art. 11 - § 1. In Abweichung von Artikel 6, Absatz 1 sind die Rahmenvereinbarungen 2014 von der Wallonischen Gesellschaft bis zum 1. Juli 2014 zu übermitteln.

§ 2. In Abweichung von Artikel 7, § 1 wird der Betrag des Zuschusses für 2014 um den Wert der APE Punkte, die bestimmten Gesellschaften in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines Zuschusses an im Rahmen des Aufrufs auf Projekteinreichung "Le référent social au coeur de l'accompagnement social" (der Sozialreferent im Herzen der Sozialbetreuung) vom 15. Dezember 2011 auserwählten Gesellschaften zugeteilt werden, herabgesetzt.

Art. 12 - Artikel 7, § 1 wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201793]

27 FEBRUARI 2014. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de sociale referent en de begeleidingsvoorwaarden van het begeleid gezin**

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 1, 11^obis, 1, 11^oter, 1, 31bis, 131bis en 158quinquies, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) van 21 oktober 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op het advies n^o 54.594/4 van de Raad van State, gegeven op 23 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Logement" (Hoge Huisvestingsraad) nr. 47 van 23 oktober 2013;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Wetboek : het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

2^o "Société wallonne" : de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

3^o maatschappij : de openbare huisvestingsmaatschappij;

4^o "referent" : de sociale referent bedoeld in artikel 131bis van het Wetboek.

HOOFDSTUK II. — *Aanwervingsvoorwaarden*

Art. 2. Onverminderd de bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van indienstneming van het personeel van een maatschappij bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 159 van het Wetboek, wordt in een maatschappij als referent aangeworven hetzij :

1^o de houder van een diploma dat toegang verschaft tot een functie van ambtenaar van niveau 1 of 2+ in het domein van de sociale, psychologische of menswetenschappen;

2^o de houder van een diploma dat toegang verschaft tot een functie van ambtenaar van niveau 2+ en die het bewijs van minstens drie jaar ervaring op sociaal vlak kan leveren;

Het ambtprofiel wordt opgesteld door de Waalse maatschappij en door de Minister goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor de netwerking van de sociale begeleiding*

Art. 3. § 1. Om haar sociale begeleidingsopdracht zoals bepaald in artikel 1, 11^{ter}, van het Wetboek te vervullen, sluit de maatschappij een kaderovereenkomst af om individuele, collectieve of gemeenschappelijke acties te voorzien in elk van de volgende domeinen:

1° de "woonpedagogie" in de woning maar ook in de omgeving ervan;

2° de strijd tegen de onbetaalde sommen;

3° de herhuisvestingshulp in de zin van een hulp voor herhuisvesting in het kader van een vrijwillige overplaatsing of de begeleiding van gezinnen die door een maatschappij worden ontzet.

De omgeving van de woning omvat het beheer van de gemeenschappelijke ruimten, van de omgeving, de problemen van wangedrag en integratie in de buurt.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid worden door de maatschappij gesloten met één of meerdere partners die onder de volgende categorieën ressorteren:

1° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° de gemeenten van haar gebied;

3° de instellingen met een maatschappelijk doel bedoeld in hoofdstuk VI van titel III van het Wetboek;

4° de erkende sociale contactpunten en de gelijkaardige instellingen in de Duitstalige Gemeenschap;

5° de adviescomités van huurders en eigenaars bedoeld in onderafdeling 5 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van het Wetboek;

6° de gemeenten met een plan voor maatschappelijke cohesie indien ze op het grondgebied van de maatschappij bestaan of een gelijkaardig plan in de Duitstalige Gemeenschap.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid tellen, bovendien, minstens één actor uit de sociale verenigingssector of uit de sector van de permanente opvoeding.

§ 2. Elke kaderovereenkomst voorziet een specifieke sociale begeleiding voor de begeleide gezinnen bedoeld in artikel 1, 31°*bis*, van het Wetboek. De begeleide gezinnen zijn specifiek:

- nieuwe huurders die voordien door een vastgoedbeheerder begeleid waren en die een begeleiding nodig hebben bij de overgang naar een sociale woning;

- de huurders van een maatschappij met verschillende psycho - medico - sociaal-economische moeilijkheden die een overkoepelende begeleiding nodig hebben om hun verder verblijf in de sociale woning te bevorderen.

Deze gezinnen komen in aanmerking op grond van een voorstel van de sociale referent die gegevens aanbrengt waaruit de moeilijkheden in de domeinen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, moeten blijken.

De sociale specifieke begeleiding is een begeleiding die voornamelijk individueel is en die erin bestaat om de uitvoering van de overeenkomst die de huurder met de maatschappij verbindt te goeder trouw na te streven dankzij de geleidelijke toe-eigening van de regel, een behoorlijke bezetting van de woning en de inachtneming van het gezamenlijke leven.

De specifieke sociale begeleiding bestaat uit een proces van regelmatige uitwisselingen tussen het huurdersgezin en de sociale interveniënten aangewezen om het gezin te begeleiden. Dit proces bevat minstens een wekelijkse ontmoeting tussen het begeleid gezin en de sociale interveniënten gedurende een eenmalig hernieuwbare periode van zes maanden.

De sociale interveniënten moeten er eerst voor zorgen dat het begeleidingsproces wordt gedeeld en dat het gezin zelfstandig wordt op een verantwoordelijke manier.

De vastgoedbeheerder die de huurder vóór zijn intrek in de sociale woning heeft begeleid, wordt systematisch betrokken bij het specifiek begeleidingsproces in de sociale woning.

§ 3. De "Société Wallonne" stelt de maatschappijen een model van kaderovereenkomst goedgekeurd door de Minister ter beschikking.

§ 4. In het kader van een begeleidingscomité wordt na afloop van 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van het besluit een evaluatie van de tot stand gebrachte partnerschappen uitgevoerd. Dit comité bestaat uit een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van Huisvesting, een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van Sociale actie, een vertegenwoordiger(ster) van de Minister-President, een vertegenwoordiger(ster) van de Minister van Begroting, een vertegenwoordiger(ster) van de "Société wallonne" en een vertegenwoordiger(ster) van de "UVCW".

Art. 4. De referent neemt deel aan een provinciaal platform van netwerking van sociale referenten die volgens de door de "Société wallonne" bepaalde modaliteiten wordt opgericht. Zij coördineert de aanwijzing van een sociale contactreferent per provincie die belast is met de organisatie van de platformvergaderingen. De "Société wallonne" is belast met de coördinatie van de agenda van de vergaderingen en de planning van de activiteiten van het platform.

HOOFDSTUK IV. — *Vorming*

Art. 5. De referent moet jaarlijks het bewijs leveren van vijf dagen opleiding in vakken die nuttig zijn voor de uitoefening van zijn functie of die betrekking hebben op één van de domeinen bedoeld in artikel 3, § 1.

De opleiding wordt verstrekt door de "Société wallonne" met inbegrip van de platforms, door openbare instellingen, erkende onderwijsinstellingen of verenigingen die door een openbare instelling worden gesubsidieerd.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiëringsvoorwaarden*

Art. 6. Voor 1 december voorafgaand aan het dienstjaar deelt de maatschappij de kaderovereenkomsten gesloten overeenkomstig de voorschriften van artikel 3 mee aan de "Société wallonne".

Voor 1 maart na het dienstjaar, deelt de maatschappij een activiteitenverslag opgesteld volgens het door de "Société wallonne" bepaald model mee aan de "Société wallonne". Het activiteitenverslag omvat een balans van de tijdens het dienstjaar gevoerde acties, in het bijzonder de acties die de begeleide gezinnen beogen, met resultatenindicatoren en de bewijsstukken i.v.m. de bezoldigingsuitgaven van de referent. De "Société wallonne" stelt de lijst met de indicatoren op. De lijst wordt door de Minister goedgekeurd.

Één keer per jaar, in de maand juli, stelt de "Société wallonne" met de maatschappijen een verslag op over de stand van zaken van de kaderovereenkomsten bedoeld in artikel 3 en gaat ze na of de subsidiëringsvoorwaarden worden nageleefd. Het verslag wordt aan de raad van bestuur van de "Société wallonne" voorgedragen en overgemaakt aan de Minister.

Art. 7. § 1. De maatschappij ontvangt jaarlijks een subsidie ter dekking van de bezoldigingskosten van de referenten voor het sociaal begeleidingswerk, bepaald volgens het aantal woningen die door de maatschappij worden beheerd :

- 1° 0 tot 999 woningen : 18.000 euro voor 0,5 voltijds equivalent;
- 2° 1 000 tot 2 499 woningen : 36.000 euro voor 1 voltijds equivalent;
- 3° 2 500 tot 4 999 woningen : 54.000 euro voor 1,5 voltijds equivalenten;
- 4° 5 000 tot 7 500 woningen : 72.000 euro voor 2 voltijds equivalenten;
- 5° meer dan 7 500 woningen : 108.000 euro voor 3 voltijds equivalenten.

Een toeslag van 1.500 euro per gemeente wordt toegevoegd aan het bedrag bedoeld in het eerste lid vanaf de tweede gemeente die door de maatschappij is gedekt.

§ 2. De maatschappij ontvangt jaarlijks een subsidie ter dekking van de bezoldigingskosten van de referenten voor het specifiek sociaal begeleidingswerk van de begeleide gezinnen bedoeld in artikel 1, 31^o*bis*, van het Wetboek, zoals bedoeld in de kaderovereenkomsten bedoeld in artikel 3. De subsidie wordt geheel of gedeeltelijk terugbetaald aan de partners.

De subsidie wordt bepaald volgens het aantal woningen die door de maatschappij worden beheerd en het aantal begeleide gezinnen :

- 1° 0 tot 999 woningen: 6.000 euro maximum voor minstens 10 begeleide gezinnen;
- 2° 1 000 tot 2 499 woningen : 18.000 euro maximum voor minstens 30 begeleide gezinnen;
- 3° 2 500 tot 4 999 woningen : 36.000 euro maximum voor minstens 60 begeleide gezinnen;
- 4° 5 000 tot 7 500 woningen : 42.000 euro maximum voor minstens 70 begeleide gezinnen;
- 5° meer dan 7 500 woningen : 48.000 euro maximum voor minstens 80 begeleide gezinnen.

§ 3. Het aantal woningen die in aanmerking worden genomen, is het aantal vastgesteld door de "Société wallonne" op 31 december van het op twee na laatste jaar.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bedragen worden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei 2013 gekoppeld. Ze schommelen op 1 januari van elk jaar naar gelang van de index van de maand mei van het voorafgaande jaar.

Art. 8. Zes maatschappijen aangewezen door de "Société wallonne" organiseren, onder toezicht van de "Société wallonne", de provinciale platforms van netwerking van de sociale referenten en ontvangen een jaarlijks forfaitaire subsidie van 5.000 euro opgenomen in de dotatie van de "Société wallonne".

Art. 9. De "Société wallonne" ontvangt een jaarlijkse subsidie van 30.000 euro opgenomen in haar jaarlijkse dotatie die de begeleidingskosten van de provinciale platforms moet dekken, namelijk de bekendmakings- en opleidingskosten.

Art. 10. De subsidies bedoeld in de artikelen 7 tot 9 worden ten laste van de begroting van het Waalse Gewest vastgelegd binnen de perken van de beschikbare middelen. Ze worden uitbetaald tegen overlegging van een eenmalige aangifte van schuldvordering opgemaakt door de "Société wallonne". Jaarlijks op 1 april betaalt ze het verschuldigd bedrag aan de maatschappijen.

De subsidies bedoeld in artikel 7 worden, in voorkomend geval, door de maatschappij aan de "Société wallonne" terugbetaald, naargelang van de maanden die effectief gepresteerd worden door de referent en volgens het aantal begeleide gezinnen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. § 1. In afwijking van artikel 6, eerste lid, moeten in 2014 de kadervereenkomsten door de maatschappij aan de "Société wallonne" worden overgemaakt voor 1 juli 2014.

§ 2. In afwijking van artikel 7, § 1, wordt voor 2014 het bedrag van de subsidie verminderd met de waarde van de punten APE die aan bepaalde maatschappijen worden toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een subsidie aan de maatschappijen die in het kader van een oproep tot projecten worden weerhouden : "de sociale referent te midden van de sociale begeleiding" van 15 december 2011.

Art. 12. Artikel 7, § 1, heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Art. 13. De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET